

POSITION DES PARTIS POLITIQUES

On a beau chanter sur tous les tons les louanges de la bonne architecture, le Québec a besoin de volonté politique pour passer de la parole aux actes. Or, aux dernières nouvelles, celle-ci se révèle encore bien timide.

Rémi Leroux

Interrogez les différents partis politiques sur la pertinence de mettre en œuvre au Québec une politique nationale de l'architecture, et vous obtiendrez peu ou prou la même... absence de réaction.

Dans le cadre de cet article, les quatre formations politiques représentées à l'Assemblée nationale, soit le Parti québécois (PQ), le Parti libéral, la Coalition avenir Québec (CAQ) et Québec solidaire, ont été invitées à partager leur « vision » en la matière. Nous leur avons posé la question suivante : quelle serait votre stratégie afin de garantir la mise en œuvre d'une architecture de qualité, durable, esthétique, rentable, fonctionnelle et au service de tous les Québécois ?

Surprise : parmi les quatre groupes d'élus, seul Québec solidaire – qui ne compte que deux députés parmi les 125 élus siégeant à l'Assemblée nationale, faut-il le rappeler – a joué le jeu et imaginé ce que pourraient être les contours d'un tel projet (voir encadré). Pour leur part, le Parti libéral et la CAQ n'ont pas cru bon donner suite à la demande d'*Esquisses*. Silence radio.

Quant au Parti québécois, la plateforme électorale qui lui a permis d'accéder au pouvoir en 2012 ne laissait pas entrevoir un intérêt débordant pour la chose architecturale. Seules quelques mesures abordaient, de-ci, de-là, ces enjeux. Par exemple, son intention d'adopter une charte du bois – afin d'imposer l'utilisation du bois dans la construction à hauteur de 30 % pour les bâtiments publics et de 5 % pour la construction privée non résidentielle – pourrait s'inscrire dans une perspective plus globale de politique de l'architecture. Ce projet de charte a d'ailleurs été confirmé dans le budget 2013-2014 du gouvernement du Québec, adopté en novembre dernier.

Reste qu'il ne s'agit pas là d'une vision élaborée pouvant déboucher sur une politique nationale de l'architecture. À ce sujet, le PQ confirme que « son intérêt demeure ». Selon Marc-André de Blois, attaché de presse du ministre de la Culture et des Communications, « seul le manque de temps depuis les dernières élections n'a pas permis d'aborder plus en profondeur ces questions ».

Osons espérer que le temps écoulé depuis aura donné aux responsables le loisir de se pencher sur « ces questions ». ●

La vision de Québec solidaire

Québec solidaire (QS) n'a pas davantage élaboré une politique de l'architecture. Mais selon l'architecte Guy Leclerc, membre de QS et candidat défait dans la circonscription de Rouyn-Noranda-Témiscamingue lors des dernières élections, il est possible d'en esquisser les grandes lignes à partir des valeurs et des orientations du parti.

« Une politique architecturale de Québec solidaire graviterait beaucoup autour de l'idée qu'il faut réduire notre empreinte environnementale et nous sevrer du pétrole au maximum », explique-t-il. Par ailleurs, il est à ses yeux primordial de densifier les villes et de réduire l'étalement urbain. « Ce qui suppose de passer par certaines mesures plus contraignantes, mais essentielles : le résidentiel à six étages, par exemple, ou un maximum de bâtiments à énergie nette zéro. »

En matière de développement durable ou de concours d'architecture pour les bâtiments publics, l'État doit montrer l'exemple, soutient l'architecte, « car c'est l'endroit où il est possible d'être incitatif et même proactif ». Soutenir la création d'écoquartiers et d'écoconstructions, favoriser les projets de transport actif dans les villes, ainsi que rendre plus accessibles les logements dans une perspective sociale : voilà autant d'initiatives que QS verserait à un projet de politique nationale de l'architecture.